

Le Crédit Agricole reste muet sur son programme de réduction de bilan

Lourdement affectée par la Grèce, la banque s'est aussi distinguée de ses concurrentes en dynamisant ses activités de marché via un effet comptable

par FLORENT LE QUINTREC

Le Crédit Agricole se distingue de ses concurrents. Contrairement à BNP Paribas ou Société Générale, la banque n'a donné la semaine dernière aucune précision sur les avancées de son programme de réduction de bilan. «*Nous avons déjà lancé des plans d'action, [...] nous communiquerons la date (de l'annonce du plan) dès qu'on l'aura arrêtée. [...] Avant la fin de l'année*», a simplement indiqué Jean-Paul Chifflet, le directeur général du Crédit Agricole SA (CASA), la structure cotée du groupe.

Alors que BNP Paribas et Société Générale enregistrent des revenus en chute libre dans les activités de marché et d'investissement, ceux de CASA progressent. Mais au contraire des autres, la banque a «*comptabilisé dans cette activité la plus-value latente sur la dette propre (de 443 millions). Cela donne l'impression que les activités de marché ont doublé en termes de RBE sur le trimestre, mais c'est simplement lié à cet effet*», souligne Christophe Nijdam, analyste chez AlphaValue.

Néanmoins, du fait de la réduction de la volatilité dès 2007 des activités de marché, la volatilité actuelle de ces métiers se transmet moins dans les résultats du groupe. Ce qui explique en partie que le bénéfice du Crédit Agricole sur neuf mois ressorte en hausse de 1,2%, tandis que ceux de BNP Paribas et Société Générale, très présents sur les marchés, reculent respectivement de 16% et 25%.

Mais sur le seul troisième trimestre, essentiellement du fait des dépréciations grecques, le groupe, qui s'attend à «*des trimestres compliqués*», a vu son bénéfice net reculer de 36%, à 930 millions d'euros, contre une baisse de 31% pour Société Générale et de plus de 60% pour BNP Paribas et BPCE.

En revanche, la banque a passé comme les autres la dette grecque en valeur de marché en dépréciant à 60% ses titres souverains, alors que l'Autorité bancaire européenne (EBA) n'en demandait que 50%. Ainsi, CASA a vu son résultat net affecté à hauteur de 637 millions d'euros. Ces impacts chez BNP Paribas, Société Générale et BPCE s'élèvent respectivement à 1,4 milliard, 239 millions et 507 millions. Comme elles, le Crédit Agricole a massivement réduit son exposition à l'ensemble des GIIPS, de 27% entre fin juin et fin octobre, notamment sur l'Italie.

Quant à la solvabilité, le Crédit Agricole affiche un ratio *core tier one* inférieur à ses concurrents cotés, de 8,9% au 30 septembre. Mais la comparaison est rendue difficile du fait de méthodes de calculs différentes appliquées par chacun.